



Mobilisation des partis de gauche pour l'ex-usine Ford à Blanquefort

Les partis de gauche se sont mobilisés lundi après-midi à l'usine de First Aquitaine Industries (FAI, ex-Ford) à Blanquefort (Gironde) pour le maintien des emplois sur le site et l'avenir de l'emploi industriel dans la région, a rapporté un de leurs représentants.

Le PS, le PCF, le NPA, le Parti de gauche, la Gauche unitaire et Europe écologie ont interpellé l'ancien propriétaire Ford, "premier responsable de cette situation", et les pouvoirs publics accusés d'avoir "laissé la situation se dégrader", lors d'une conférence de presse avec distribution de tracts aux salariés de l'usine, alors que se tenait une réunion extraordinaire avec Ford Europe.

"Il est inacceptable que Ford, qui dégage des milliards de dollars de bénéfices, abandonne le site après 34 ans de présence et après avoir bénéficié d'aides publiques", a déclaré à l'AFP Jean-Michel Mespoulède, membre du conseil national du Parti de Gauche.

L'usine de Blanquefort, cédée par le constructeur américain Ford en février 2009, a été reprise par le groupe allemand HZ Holding mais un projet de développement dans l'éolien, crucial pour la pérennité des 1.600 emplois de l'usine, a été abandonné faute de financements.

En décembre 2011, l'usine doit cesser de produire des boîtes de vitesse pour Ford, car le constructeur n'utilisera plus ce modèle à partir de cette date.

"L'avenir s'assombrit pour les salariés de First", a ajouté M. Mespoulède, "le gouvernement doit rappeler Ford à ses engagements et trouver des plans de pérennisation de l'activité". L'usine touche quelque 10.000 emplois induits, "on ne laissera pas nos territoires désertifiés sur l'emploi industriel", a-t-il dit.

La CGT, qui dit représenter 50% des salariés, demande que Ford reprenne le site tandis que les autres syndicats ont demandé de négocier un accord de garantie, pour prévoir le licenciement d'une partie du personnel.

Lors d'une réunion extraordinaire avec un représentant de Ford Europe, l'ancien propriétaire de l'usine a reconnu l'échec de la reprise et "laisse la porte ouverte" à un possible rachat, a déclaré à l'AFP le porte-parole de la CGT Philippe Poutou. "On sent la perspective possible", a-t-il dit.

Après une nouvelle rencontre avant fin septembre avec Ford Europe, la CGT appelle les salariés de l'usine à manifester à Paris, au salon de l'automobile le 2 octobre.